CommuniquÃ©: SCIENCES PO Paris CENSURE UNE CONFERENCE SUR Lâ??APARTHEID ISRAELIEN

Description

// SCIENCES PO CENSURE UNE CONFERENCE SUR Lâ??APARTHEID ISRAELIEN //

Pour la troisiÃ¨me annÃ©e consÃ©cutive, lâ??Intersection, collectif antiraciste et anti-impÃ©rialiste de Sciences Po, organise un Ã©vÃ©nement dans le cadre de lâ??Israeli Apartheid Week (IAW), une semaine internationale visant Ã dÃ©noncer la situation dâ??apartheid et de colonisation en IsraÃ«l. Le 20 mars devait se tenir une confÃ©rence sur le thÃ¨me Â« Cesser dâ??armer le colonialisme Â», en prÃ©sence de Mme Rania Madi, avocate et juriste palestinienne auprÃ¨s des institutions internationales et membre du Badil (Centre de Ressources pour le droit Ã la RÃ©sidence et le droit des RÃ©fugiÃ©-e-s palestinien-ne-s).

Cette confÃ©rence sâ??avÃ¨re nÃ©cessaire et urgente dans le contexte actuel. En effet, la semaine derniÃ¨re, un rapport du Conseil des Droits de lâ??Homme de lâ??ONU a mis en cause lâ??armÃ©e israÃ©lienne pour des crimes de guerre et des crimes contre lâ??humanitÃ© dans la rÃ©pression sanglante de la Â« marche du retour Â», ayant fait 200 mort-e-s et des milliers de blessÃ©-e-s. Lâ??Etat raciste dâ??IsraÃ«l, soutenu par les puissances occidentales au premier rang desquelles les Etats-Unis, a de plus adoptÃ© en juillet dernier la loi sur lâ??Etat-Nation Juif, faisant des Arabes en IsraÃ«l des sous-citoyen-ne-s et crÃ©ant de facto un Ã©tat dâ??apartheid comparable Ã celui existant

en Afrique du Sud avant 1994.

AprÃ¨s avoir reÃ§u lâ??aval de Sciences Po pour lâ??organisation de lâ??Ã©vÃ©nement, les organisateurs-rices ont reÃ§u lundi un mail de lâ??administration annonÃ§ant lâ??annulation de lâ??Ã©vÃ©nement par Sciences Po. InterpellÃ©e en Conseil de lâ??Institut (instance dirigeante) par les reprÃ©sentant-e-s Ã©tudiant-e-s, la direction a dÃ©fendu sa dÃ©cision. Nous avons Ã©tÃ© ensuite reÃ§u-e-s par plusieurs membres de la direction, accompagnÃ©-e-s de reprÃ©sentant-e-s de lâ??UNEF et de Solidaires Ã©tudiant-e-s. Lâ??administration sâ??est contredite Ã de nombreuses reprises, entre les diffÃ©rents responsables, et a maladroitement avancÃ© plusieurs raisons, Ã savoir une rÃ©cupÃ©ration de lâ??Ã©vÃ©nement par la campagne BDS (Boycott, DÃ©sinvestissement, Sanctions), le risque de dÃ©rapages antisÃ©mites lors de lâ??Ã©vÃ©nement et lâ??impossibilitÃ© dâ??en assurer la sÃ©curitÃ©.
Le procÃ¨s en proximitÃ© avec le BDS est fallacieux : dâ??une part, lâ??Intersection, association membre de Sciences Po, organise elle-mÃªme son Ã©vÃ©nement dans le cadre de lâ??IAW. Dâ??autre part, dans une Ã©cole qui se rÃ©clame du dÃ©bat de la libertÃ© dâ??expression, la proximitÃ© avec une campagne internationale comme le BDS ne peut justifier une interdiction. Lâ??injonction au dÃ©bat contradictoire nous paraÃ®t aussi bien hypocrite, tant Sciences Po a lâ??habitude dâ??accueillir des Ã©vÃ©nements Ã lâ??orientation politique claire : quâ??il sâ??agisse dâ??Alain Finkielkraut, de Florian Philippot ou de membres du gouvernement, on excuse bien des invitÃ©-e-s, sans la moindre contradiction. Lâ??Ã©cole accueille rÃ©guliÃ¨rement une parole rÃ©actionnaire, et applique de fait un double-standard pour les organisations antiracistes.
Lâ??instrumentalisation dâ??un risque de propos antisÃ©mites est Ã©galement problÃ©matique. En effet, lâ??Intersection, association antiraciste, se montre intraitable sur la question de lâ??antisÃ©mitisme, il est grave de la part de lâ??administration de prÃ©sumer que notre association et notre invitÃ©e laissent place Ã de tels propos, Ã lâ??encontre de notre ligne politique. Lors de lâ??arrivÃ©e du Front National ou de Sens Commun Ã Sciences Po, cette mÃªme direction avait insistÃ© sur lâ??impossibilitÃ© dâ??annuler a priori un Ã©vÃ©nement alors que ces deux groupes sont connus et ont Ã©tÃ© condamnÃ©s pour des actes et propos racistes, sexistes et homophobes. Double-standard, encore.
Enfin, lâ??argument sÃ©curitaire, arbitraire sâ??il en est, nous fait bien sourire, car lâ??Ã©cole sâ??est montrÃ©e Ã de nombreuses reprises capable de mobiliser ses agents de sÃ©curitÃ© quand il sâ??agit de dictateurs Ã©trangers, malgrÃ© les menaces. Si des pressions ont Ã©tÃ© reÃ§ues par Sciences Po, le refus de mobiliser les moyens nÃ©cessaires Ã assurer le bon dÃ©roulÃ© de lâ??Ã©vÃ©nement montre un double-standard concernant quel Ã©vÃ©nement doit pouvoir se tenir ou non. En faisant le choix de cÃ©der Ã ces pressions, lâ??Ã©cole fait un choix politique, celui de refuser lâ??expression des voix palestiniennes contre ceux qui veulent les faire taire.

Lâ??annulation dâ??une confÃ©rence dÃ©nonÃ§ant lâ??apartheid en IsraÃ«l envers le peuple palestinien, pourtant organisÃ©e en respect des rÃ¨gles de lâ??Ã©cole rÃ©vÃ¨le bien la volontÃ© de faire taire celleux qui dÃ©noncent la politique coloniale israÃ©lienne. Cette interdiction est un acte de censure idÃ©ologique et politique. PrÃ©tendant adopter une posture de neutralitÃ©, Sciences Po silencie et invisibilise les crimes que cette confÃ©rence voulait dÃ©noncer. Sa duplicitÃ© sâ??est dâ??ailleurs Ã©galement illustrÃ©e par la forte rÃ©pression subie il y a quelques jours par des Ã©tudiants-e-s du campus de Dijon qui sâ??opposaient Ã la venue de lâ??ambassadrice dâ??IsraÃ«l dans le cadre dâ??une confÃ©rence (sans dÃ©bat contradictoireâ?¦).

Câ??est pourquoi nous vous invitons mercredi 20 mars Ã 19h au 96 Boulevard Raspail, dans les locaux des Ã©tudiant-e-s de lâ??EHESS, puisque Sciences Po refuse dâ??accepter en ses murs une dÃ©nonciation du colonialisme et un appel pour la libertÃ© du peuple palestinien.

Lâ??Intersection

Soutiens : Solidaires Etudiant-e-s Sciences Po, Unef Sciences Po, Liste Syndicale des Doctorant-e-s, GarÃ§es Collectif FÃ©ministe

date crÃ©Ã©e
2019/03/19